



Devrait-on pouvoir effacer toutes ses données personnelles sur Internet ?

Introduction

À l'ère numérique où les données personnelles sont constamment collectées et partagées, la question du droit à l'oubli numérique devient de plus en plus pertinente. Ce concept permettrait aux individus de supprimer définitivement leurs données personnelles sur Internet. Ce débat soulève des questions cruciales sur le contrôle des données personnelles, la protection de la vie privée et les implications pour la sécurité et l'utilisation légitime des données.

Définitions

- **Données personnelles** : Toutes informations se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable.
- **Droit à l'oubli** : Ce droit permet à une personne de demander la suppression de ses données personnelles d'Internet et des bases de données afin de protéger sa vie privée. Il vise à offrir aux individus un contrôle accru sur leurs informations personnelles en ligne. Il inclut le droit pour les individus de demander la suppression de leurs données personnelles des bases de données ou de sites Internet, afin que ces informations ne soient plus accessibles au public.
- **Droit à l'image** : Ce droit protège l'utilisation de l'image d'une personne. En Belgique, toute utilisation de l'image d'une personne doit avoir son consentement explicite. Cela concerne notamment les photographies et vidéos publiées sans l'accord de la personne concernée. Le droit à l'image est essentiel pour protéger la dignité et la vie privée des individus face à une diffusion non autorisée de leur image. À noter que l'âge de discernement pour le droit à l'image est fixé à 14 ans, ce qui signifie qu'à partir de cet âge, un individu peut donner ou refuser son consentement pour l'utilisation de son image.

Contexte

En Belgique, le droit à l'oubli est réglementé par le RGPD¹ (Règlement Général sur la Protection des Données), un cadre législatif appliqué à l'échelle de l'Union européenne². Ce règlement, adopté en 2016 et mis en application en 2018, permet aux citoyen·nes de demander la suppression de leurs données personnelles dans certaines circonstances spécifiques. Par exemple, les individus peuvent demander la suppression de leurs données lorsque ces dernières ne sont plus nécessaires aux finalités pour lesquelles elles ont été collectées, lorsque le consentement est retiré, ou lorsque les données ont été traitées illicitement³.

Cependant, ce droit n'est pas absolu et peut être limité par d'autres impératifs comme la liberté d'expression et d'information, la conformité à une obligation légale, ou des motifs d'intérêt public tels que la santé publique ou la recherche scientifique. Par exemple, en Belgique, un individu pourrait demander la suppression de ses données personnelles d'un moteur de recherche si ces données ne sont plus pertinentes ou ont été publiées sans consentement, mais cette demande pourrait être refusée si les données sont jugées d'intérêt public.

Exemples de cas juridiques

- ➔ **Belgique** : En 2016, la Cour de Cassation belge a établi que, dans certains cas, les individus peuvent exiger le retrait de leurs informations personnelles de moteurs de recherche. Cette décision s'appuie sur la jurisprudence de l'arrêt Google Spain de 2014, qui a introduit le concept de droit au déréférencement au niveau européen. Par exemple, une personne peut demander la suppression de liens vers des articles de presse relatant de vieux délits mineurs dont elle a été acquittée depuis longtemps⁴.

1 Claeys & Engels. (2018, February 9). Le RGPD introduit le droit à l'effacement ("droit à l'oubli") dans l'arsenal législatif belge : Quelles incidences en pratique ? <https://www.gdprbelgium.be/fr/nouvelles/le-rgpd-introduit-le-droit-%C3%A0-l%E2%80%99effacement-%E2%80%9Cdroit-%C3%A0-l%E2%80%99oubli%E2%80%9D-dans-l%E2%80%99arsenal-l%C3%A9gislatif>

2 Wolford, B. (2024). Everything you need to know about the "Right to be forgotten". GDPR.eu. Retrieved from <https://gdpr.eu/right-to-be-forgotten/>

3 Autorité de protection des données. (n.d.). Droit à l'effacement. Retrieved from <https://www.autoriteprotectiondonnees.be/professionnel/rgpd-/droits-des-citoyens/droit-a-l-effacement>

4 Keating, D. (2014, May 13). Google loses 'right to be forgotten' case in European court. Politico. Retrieved from <https://www.politico.eu/article/google-loses-data-privacy-court-case/>

- ➔ **International** : En 2019, la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a statué que Google n'est pas obligé d'appliquer le droit à l'oubli en dehors de l'UE, limitant ainsi l'application territoriale du déréférencement. Aux États-Unis, il n'existe pas de droit à l'oubli équivalent, ce qui complique la situation pour les individus souhaitant contrôler leurs informations personnelles globalement⁵.
- ➔ **Le cas d'un ancien modèle**: Il existe de nombreux cas d'ancien-nes mannequins ayant demandé la suppression de leurs anciennes photos en ligne qui étaient devenues gênantes pour leur carrière actuelle. Dans la plupart des cas, les demandes sont acceptées. Le droit à l'image en France est protégé par l'article 9 du Code civil, qui garantit le respect de la vie privée. Toute personne dispose d'un droit exclusif sur son image et peut s'opposer à sa diffusion sans son consentement explicite. Les juges mettent souvent en balance la liberté d'expression et le droit à la vie privée pour prendre des décisions dans de tels cas⁶.
- ➔ **L'affaire Eliminalia⁷**: l'entreprise espagnole Eliminalia, spécialisée dans le droit à l'oubli et l'e-réputation a été accusée de supprimer des informations négatives sur des criminel-les et d'autres individus douteux. Fondée en 2013, Eliminalia promet de «supprimer le passé» de ses client-es en effaçant des photos et des commentaires négatifs en ligne. Cependant, des enquêtes menées par des groupes de journalistes, dont Forbidden Stories et la RTS, ont révélé que l'entreprise a aidé à effacer des milliers d'articles compromettants, incluant des travaux d'enquête de journalistes. Parmi les client-es figurent des trafiquant-es de drogue, des trafiquant-es d'armes, des trafiquant-es d'êtres humains, et des personnes recherchées par Interpol. Ces pratiques soulèvent des préoccupations éthiques et juridiques importantes, notamment en ce qui concerne la liberté de la presse et le droit du public à l'information. Ces révélations montrent la tension entre le droit à l'oubli et l'intérêt public à accéder à des informations véridiques sur des activités criminelles.

Ces exemples illustrent les défis et les complexités juridiques liés à la mise en œuvre du droit à l'oubli, tant au niveau national qu'international. Ils mettent en lumière les divergences législatives et les obstacles que les individus peuvent rencontrer lorsqu'ils tentent de protéger leur vie privée en ligne.

Concepts & Théories

- ➔ **RGPD (Règlement Général sur la Protection des Données)** : Adopté en 2016 et mis en application en 2018, le RGPD est un règlement de l'Union européenne destiné à protéger les données personnelles et la vie privée des citoyens européens. Il offre aux individus un contrôle accru sur leurs données personnelles, notamment le droit d'accès, de rectification, de limitation du traitement, et de suppression de leurs données. Le RGPD impose également des obligations strictes aux organisations qui traitent des données, telles que la nécessité de garantir la sécurité des données, de notifier les violations de données et de désigner un délégué à la protection des données si nécessaire. Ce règlement est crucial pour assurer une approche uniforme et élevée de la protection des données à travers l'Europe, en imposant des sanctions sévères pour les infractions.
- ➔ **Protection de la vie privée vs liberté d'information** : Le débat entre la nécessité de protéger la vie privée des individus et le droit du public à accéder à l'information. L'affaire de l'entreprise espagnole spécialisée dans le droit à l'oubli, accusée d'effacer des informations négatives sur des criminel-les, montre les tensions entre ces deux aspects.
- ➔ **Sécurité en ligne** : Comment la suppression des données peut affecter la capacité des autorités et des entreprises à garantir la sécurité en ligne et à lutter contre la criminalité. Certains meurtres ou disparitions ont pu être résolus grâce à des informations trouvées sur les réseaux sociaux, soulignant l'importance de certaines données pour la sécurité publique.
- ➔ **Implications éthiques et légales** : Les défis éthiques et légaux liés à la suppression des données, notamment en ce qui concerne les informations d'intérêt public ou les données utilisées à des fins de recherche. Selon un rapport de 2020 du Centre national pour les enfants disparu-es et exploité-es, la moitié des images publiées sur les forums pédopornographiques proviennent de photos prises par les parents et partagées publiquement, soulignant la complexité de la gestion des données personnelles.

⁵ Herzog, N. (2020, April 6). Droit à l'oubli de l'article 17 du RGPD : Le déréférencement a-t-il une portée mondiale, européenne ou nationale? Retrieved from <https://www.nicolas-herzog.net/2020/04/droit-a-l-oubli-de-l-article-17-du-rgpd-le-dereference-ment-a-t-il-une-portee-mondiale-europeenne-ou-nationale.html>

⁶ Union des Photographes Professionnels. (2020). Photographes: Le point sur le droit à l'image. Retrieved from <https://www.upp.photo/fr/article/photographes-le-point-sur-le-droit-a-l-image-68>

⁷ Ruchtli, F. (2023, February 17). Eliminalia, «un tueur à gages numérique» pour effacer ses traces en ligne. RTS. <https://www.rts.ch/info/sciences-tech/13787015-eliminalia-un-tueur-a-gages-numerique-pour-effacer-ses-traces-en-ligne.html>.

